

deux choses: 1o le gouvernement unioniste est réélu, y compris Lloyd George; 2o l'Irlande est, comme il était prévu, passée aux Sinn Feiners, devant lesquels le leader nationaliste John Dillon n'a point même trouvé grâce, son collègue M. Devlin étant, par contre, plus chanceux, dans sa circonscription de Belfast-ouest.

Les frais de la guerre, l'indemnité à exiger de l'Allemagne, la punition du Kaiser et du Kronprinz, l'abolition de la conscription, surtout, avec la sauvegarde de la flotte britannique, voilà les plus graves questions qui aient été agitées par Lloyd George et ses partisans, au cours de la période électorale. La liberté des mers a été passionnément discutée. Et cela se comprend. La Grande-Bretagne insulaire tient à la suprématie de sa flotte par instinct de conservation. La flotte britannique est plus un instrument de défense que d'attaque. Que l'Angleterre perde ce moyen, elle est à la merci d'une invasion, son empire est directement menacé, et pour nous, ce peut être le saut dans un inconnu plein de pièges et de périls. De sorte que nous devrions être les derniers à demander le désarmement naval de la métropole, dont la flotte glorieuse nous a protégés et maintenus saufs. Evidemment, cela n'impressionne pas beaucoup certains imberbes en journalisme qui crient sus à la flotte britannique et ne paraissant pas voir nos voisins, par exemple, annoncer qu'en 1925 la flotte américaine ne le cédera en rien à celles des autres nations. Qu'est-ce que disait, en effet, le contre-amiral Badger, d'après une dépêche de la Presse associée du 13?

Dans un discours prononcé à Liverpool, le 9, sir Frederick Smith, procureur général de la Grande-Bretagne, a déclaré en substance, et justement: Les Américains doivent se rappeler que les mers sont libres en temps de paix. Si bien, que le commerce allemand s'est implanté partout, et par les moyens que l'on sait, grâce à la tolérance britannique, ainsi que s'en étonnait Albert Ballin, dans une lettre publiée récemment par la *Vie Canadienne*. En temps de guerre, a ajouté sir Frederick Smith, on pourrait tout aussi bien revendiquer la liberté de terre, si l'on réclamait la liberté des mers. (En effet, qu'est-ce que le blocus, arme légitime de guerre, sinon la négation, en temps de guerre, de la liberté de terre?) Pendant la guerre, les belligérants ont le droit de conduire par la force les opérations. Les neutres ont le droit de faire le commerce, mais sujet au droit primaire impérieux des belligérants. (En effet, même sur terre, les neutres ne sont pas toujours capables, de par la force des choses, de pratiquer le commerce libre avec l'ennemi. Pareillement, la surveillance de la contrebande de guerre par les belligérants sur mer est un droit qui ne peut leur être refusé.)

De son côté, le vicomte Grey, ancien ministre des Affaires étrangères, s'est expliqué dans le même sens à Dewsbury, le 11, sur le même sujet. Enfin, le Bureau d'information à Ottawa a publié, sur cette

question, il y a quelques jours, un communiqué britannique très bien fait, marquant comment l'Allemagne a su, tout en restant dans le vague, utiliser dans sa propagande une fiction agitée aussi ailleurs. Il seyait admirablement, en effet, au pays de la piraterie sous-marine de parler ainsi de la liberté des mers!...

—Grève des tisserands du Lancashire, affectant, dit-on, 100,000 ouvriers. Sujet: le salaire, toujours...

FRANCE

—Le président Wilson est débarqué à Brest vendredi après-midi le 14, à 3 heures 24, salué par les plus vives acclamations. Il a été reçu par MM. Stéphen Pichon et Georges Leygues, ministres des Affaires étrangères et de la Marine respectivement, et par les autorités locales, qui le complimentèrent, par la bouche du maire de Brest, M. Goude. Immédiatement après, vers 4 heures, M. Wilson a pris le train pour Paris. Le président a fait son entrée dans la capitale française à 10 heures 15, samedi matin, pendant qu'il était salué d'une salve d'artillerie. MM. Poincaré et Clémenceau l'ont reçu à la gare. Après les présentations, les deux présidents sont montés dans la même voiture. Madame et Mademoiselle Wilson ont pris place dans celle de Madame Poincaré. M. Wilson, à qui les Parisiens ont fait une ovation indescriptible, a été conduit à la maison du prince Murat, rue de Monceau, où il habitera pendant son séjour à Paris. Au goûter offert à l'Élysée, les deux présidents ont échangé des toasts. *"Dès le début, a déclaré M. Wilson, la pensée du peuple américain s'est tournée vers quelque chose de plus haut que la simple obtention de la victoire. Il s'est tourné vers l'établissement des principes éternels de droit et de justice. Il a compris que gagner simplement la guerre ne suffisait pas; qu'il fallait la gagner de manière à assurer la paix future du monde et à poser les fondements de la liberté et du bonheur des peuples"*. Dans son discours, M. Poincaré a félicité M. Wilson pour tout ce qu'il a fait et l'a remercié de l'appui apporté à la France. Et le président de préciser: *"Les troupes américaines, malgré leur hâte de rencontrer l'ennemi, ne connaissent pas, à leur arrivée, l'étendue des crimes boches. Vous allez pouvoir constater vous-même combien grand est le désastre et le gouvernement français vous montrera les documents authentiques dans lesquels le haut commandement allemand détaille, avec un cynisme sans nom, son programme de pillage et de destruction industrielle. Votre conscience se prononcera ensuite. Que cette faute reste impunie et elle pourra se renouveler, et alors notre victoire aura été inutile. Nous devons préparer une paix qui rende impossible le renouvellement de telles actions. La paix doit réparer les misères et les destructions d'hier et être une garantie pour demain."*

Le Conseil de Ville a décerné à M. Wilson le titre de citoyen de Paris et lui a présenté une médaille d'or. A Madame Wilson a été offerte une broche en or,